

LA CROIX

Sur les banlieues, Emmanuel Macron privilégie le verbe

Par **Nathalie Birchem**, le 22/5/2018 à 05h14

Un mois après la remise du rapport Borloo, Emmanuel Macron a indiqué mardi 22 mai ses priorités pour la banlieue, dans un discours où la méthode l'a emporté sur les annonces.



Dès l'ouverture de son (très) long discours, Emmanuel Macron a prévenu qu'il n'allait pas *annoncer un plan banlieues* », car « *cette stratégie est aussi âgée que [lui]* » et « *on est au bout de ce qu'elle a pu apporter* ».

Peu après avoir reçu pour la première fois les 25 personnalités de son tout nouveau Conseil présidentiel pour la ville, qu'il compte réunir tous les deux mois pour lui servir de « *vigie* » sur les banlieues, le président de la République s'est donc plutôt livré à un discours de la méthode qu'il n'a annoncé un véritable programme d'actions.

Pour éviter l'« *assignation à résidence* », qui conduit les habitants des banlieues à problèmes à ne pas pouvoir s'en sortir, il ne veut plus privilégier de dispositif alloué aux 1 300 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il préfère miser sur la « *reconquête républicaine* » en faisant en sorte que le droit commun s'applique à ces territoires.

Banlieues : sanctionner l'absence d'action des acteurs publics ?

Peu de reprises du rapport Borloo

Ainsi, il s'est surtout appliqué à montrer en quoi les politiques déjà lancées bénéficieraient aux habitants des banlieues

défavorisées. En y ajoutant quelques annonces éparées, dont peu semblent inspirées du rapport remis le 26 avril par Jean-Louis Borloo. À l'issue de l'allocution présidentielle, celui-ci s'est cependant déclaré satisfait, estimant que « *tous les sujets du rapport [avaient] été cochés* ».

Emmanuel Macron a tout particulièrement mis l'accent sur la sécurité. Il a ainsi insisté sur la « *police de sécurité au quotidien* », mais aussi annoncé qu'il finaliserait « *d'ici juillet un plan de lutte contre le trafic de drogue* », sans en dire plus. Sur la radicalisation, il a indiqué que les maires pourraient être informés de la présence dans leur commune des personnes identifiées comme les plus à risques.

Azzedine Taïbi : « La population est favorable à une police de proximité »

Concernant la rénovation urbaine, il a répété que le financement de l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) serait sécurisé et que des initiatives « *cœurs de quartier* » seraient lancées, sur le modèle des opérations destinées à revitaliser les centres-villes.

Soutien aux associations et à l'éducation

Il s'est surtout dit favorable à la création en juillet d'une « *instance de recours pour les habitants comme les élus* » qui estimerait leur territoire sous-doté en matière d'accès aux droits et aux services, reprenant l'idée de la cour d'équité territoriale émise par Jean-Louis Borloo.

Enfin, il a promis de donner aux associations « *une visibilité en termes de financement* » de façon à ce qu'elles n'aient plus à répondre à des appels à projets de façon continue. D'ici quelques jours, les 20 initiatives locales susceptibles d'essaimer au niveau national dans le cadre d'un « *accélérateur d'associations* » déjà annoncé seront d'ailleurs rendues publiques.

Sur la petite enfance et l'école, Emmanuel Macron a répété son objectif de création de 30 000 places de crèches, avec un financement de 1 000 € par place dans les quartiers prioritaires, et a insisté sur l'école obligatoire à 3 ans, le dédoublement des CP et des CE1 ou encore le dispositif devoirs faits. Il a aussi reparlé des référents laïcité à l'école et de la nécessité de lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Une bourse des stages de troisième d'ici l'automne

Surtout, considérant que les stages obligatoires de troisième, très difficiles à trouver pour les collégiens de certaines banlieues, sont symptomatiques des difficultés de ces quartiers, il a annoncé qu'une bourse des stages serait mise en place d'ici à septembre. 30 000 stages de troisième devraient ainsi être proposés, pour moitié par les entreprises et pour moitié par l'État.

Stage de troisième, des associations s'engagent

Revenant sur la réforme de l'alternance menée par le gouvernement, il a déploré que certains centres de formation des apprentis ne soient pas pleins, y compris en banlieue où le chômage des jeunes est très fort, et a indiqué que des « *prépas apprentissage* » seraient ouvertes dès la rentrée dans tous les lycées volontaires.

Emmanuel Macron a d'ailleurs demandé aux entreprises et aux branches de s'engager dans l'apprentissage, ainsi que sur des embauches en emplois francs et en matière de discrimination à l'embauche.

Pour l'emploi en banlieue, l'argent ne suffit pas

« *Je veux que vous preniez votre part* », a-t-il lancé à l'adresse des entrepreneurs, indiquant qu'il réunirait les entreprises du SBF120, qui composent l'indice boursier regroupant les 120 principales valeurs françaises. Pendant trois ans, 40 de ces entreprises seront soumises chaque année à un testing pour évaluer leurs pratiques en termes de discrimination.

Nathalie Birchem